






« AMELIORATION DU CONFORT THERMIQUE ET REEMPLACEMENT DES VITRAGES »

COUR D'APPEL DE REIMS
RUE DES CAPUCINS, 51100 Reims



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

----- LOT 00 – GENERALITES

MAITRE D'OUVRAGE					
 MINISTÈRE DE LA JUSTICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>		MINISTÈRE DE LA JUSTICE SGDI GRAND-EST - DEPARTEMENT IMMOBILIER 20 Bd de la Mothe – CS 70005 54 002 NANCY CEDEX Tél : 03 54 95 31 52			
MOE		ARCHITECTE			
 PINGAT INGENIERIE 9, rue André Pingat 51100 REIMS Tél : 03 26 97 71 32		 PINGAT Architecte & Conseil 9, rue André Pingat 51100 REIMS Tél : 03 26 97 71 32			
Bureau de contrôle		CSPS			
 APAVE 5 Rue Clément Ader, 51100 REIMS Tél : 03 26 84 38 00		 BUREAU VERITAS 54, rue René Cassin 51430 BEZANNES Tél : 03 59 57 21 04			
N° AFFAIRE	PHASE	DOCUMENT	INDICE	DATE	ETABLI PAR
233 041	PRO	PI-PE-00	C	04/12/2024	LJO



1. PRAMBULE	4
1.01 OBJET DU CCTP.....	4
1.02 CONNAISSANCE DU SITE	5
1.03 ATTRIBUTION DES MARCHES.....	5
1.04 DESIGNATION DU LOT PRINCIPAL	6
1.05 ACCESSIBILITE ET ADAPTABILITE AUX HANDICAPES	6
1.06 CLASSEMENT INCENDIE	6
1.07 SURCHARGE CLIMATIQUE	7
1.08 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	7
1.09 INTERVENTION DE L'ORGANISME DE CONTROLE - AUTOCONTROLE	8
1.10 ÉCHANTILLONS.....	8
1.11 FRAIS DE CHANTIER.....	8
1.12 PRORATA.....	9
1.13 DPGF.....	9
1.14 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR.....	9
 2. INSTALLATION DE CHANTIER.....	 11
2.01 PANNEAU DE CHANTIER	11
2.02 CONSTAT DE HUISSIER	11
2.03 BRANCHEMENTS DE CHANTIER	11
2.04 BUNGALOW DE CHANTIER	11
2.05 CLOTURE DE CHANTIER	12
2.06 CHEMINEMENT	12
2.07 TRAITEMENT ECHAFAUDAGE SUR RUE	12
2.08 STOCKAGE DES MATERIAUX - AIRE	12
2.09 AUTORISATION DE VOIRIES	13
2.10 ENTRETIEN DES ABORDS	13
2.11 ACCES AU CHANTIER	14
2.12 GESTION DES DECHETS.....	14



2.13	PERIODE DE VACATION.....	14
2.14	SITE OCCUPE ET CONTRAINTES.....	14
2.15	AMIANTE.....	15
2.16	TRAVAUX EN SITE OCCUPE.....	15



1. PRAMBULE

1.01 OBJET DU CCTP

Le présent document concerne la description des travaux nécessaires au présent projet qui porte sur l'amélioration de la thermie d'été et le remplacement des vitrages de la Cour d'Appel de Reims (51100)

Les renseignements sur les ouvrages existants et leurs dimensions, portés dans le présent dossier, ne sont pas contractuels. Les entreprises sont tenues de les vérifier sur place et d'adapter en conséquence leurs études, leurs documents et leurs ouvrages.

Ce CCTP n'est pas limitatif. En conséquence, l'entrepreneur aura intégré tous les travaux indispensables à la bonne finition des ouvrages, conformément aux réglementations en vigueur pour une parfaite exploitation.

Le CCTP a pour but de préciser la nature des constructions à réaliser.

Le prix global comprendra implicitement toutes les fournitures et façons accessoires même non mentionnées, mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages pour l'obtention d'une livraison en parfait état d'habilité du bâtiment.

L'entreprise est réputée être au courant des ouvrages incombant aux diverses autres entreprises et avoir pris connaissance des CCTP de chacun des lots de travaux pouvant avoir une incidence sur les prévisions et l'exécution des travaux du présent lot.

En outre, le titulaire du présent lot est réputé être au courant et accepter en ce qui le concerne les dispositions particulières décrites dans le CCAP et l'ensemble des CCTP.

En cas d'imprécision, soit des plans, soit des pièces écrites, les soumissionnaires devront prévoir, chacun dans leur corps d'état en analogie à ce qui est demandé d'autre part, tous les ouvrages qui ne seraient pas spécialement décrits, pour aboutir à des ouvrages complètement terminés et utilisables.

Les ouvrages accessoires à la construction, figurant aux plans, façades et coupes, mais non spécialement décrits ou détaillés devront être prévus. Ils seront réalisés en matériaux appropriés à l'esprit dans lequel sont conçus les ouvrages essentiels.

Le CCTP du présent lot ne peut être dissocié de ceux des différents corps d'état qui contribuent à la réalisation de l'ensemble du projet.

L'entrepreneur se reportera donc à ces autres CCTP, ainsi qu'à l'ensemble des documents qui définissent les prestations de chacun.

S'il le juge utile, l'entrepreneur demandera au Maître d'œuvre les documents complémentaires et les renseignements qui lui paraissent indispensables à l'établissement de son offre.

Vérification des cotes :

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents.

Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

Ouvrages explicitement compris :



Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même non décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

Ouvrages implicitement décrits :

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage y compris démolition et dépose de tout type.

1.02 CONNAISSANCE DU SITE

Relevés et état des lieux :

En complément des indications qui lui sont fournies, l'entrepreneur doit relever sur place, tous les renseignements (état du terrain, moyens d'accès, état des existants et des mitoyens, contraintes du site, etc) qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire. En aucun cas il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou tout autre contrainte due au terrain.

Pour l'exécution des travaux, quelle qu'en soit leur nature (démolition, construction, modification, agrandissement, etc.) et pour l'établissement de son offre, l'Entrepreneur est réputé avoir au préalable :

- pris connaissance du site, des servitudes éventuelles, des lieux d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- procédé à une visite détaillée des lieux et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux d'extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc.)
- demandé toutes les autorisations et pris en compte les éventuels frais dus à l'occupation du domaine public (stationnement, barrières, palissades, etc.)

Le marché étant forfaitaire, l'offre inclura également toutes les sujétions liées aux impositions du Bureau de Contrôle, du CSPS et tout autre document officiel lié au projet, ainsi que de la ville où se situe l'opération en termes d'installations de chantier (localisation, palissades, accès, etc.), de méthodologie d'exécution de travaux, d'autorisations... liste non exhaustive. En résumé, les Entrepreneurs sont réputés par le Maître d'Ouvrage dès la remise de leur offre avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais, en cours de travaux.

1.03 ATTRIBUTION DES MARCHES

Le présent marché est traité par appel d'offre passé en corps d'état séparés :

- Lot 01 – Menuiserie extérieure



- Lot 02 – Plâtrerie peinture
- Lot 03 – Désamiantage
- Lot 04 – Electricité
- Lot 05 – CVC

1.04 DESIGNATION DU LOT PRINCIPAL

Le lot principal à qui incombera toutes les démarches administratives, les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est le lot MENUISERIES EXTERIEURES.

1.05 ACCESSIBILITE ET ADAPTABILITE AUX HANDICAPES

Une mise en accessibilité du bâtiment a été réalisé en 2021, l'ensemble des travaux projetés dès lors que ceux-ci touchent au sujet de l'accessibilité, devront être conformes aux dispositions existantes.

Les dispositions du projet seront conformes à (liste non exhaustive) :

- Articles L.111.7.4, R.111.5, R.111.18 à R.111.18.3, R.111.18.10 et R.111.19.26 et R.111.19.27 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 1er août 2006 (bâtiments d'habitation collectifs et maisons individuelles) modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007
- Arrêté du 22 mars 2007 (Attestation de vérification de l'accessibilité) modifié par l'arrêté du 3 décembre 2007
- Arrêté du 20 avril 2017 (paru au JO du 26 avril 2017) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement
- Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 (paru au JO du 18 mai 2006) relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 27 juin 1994 et partie réglementaire du Code du Travail
- Articles L.421.1, R.421.38.20 et R.112.2 du code de l'urbanisme
- Circulaire interministérielle DGUHC n°2007-053 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et aux bâtiments d'habitation.
- Circulaire du 21 mai 2015 relative à la mise en œuvre de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

1.06 CLASSEMENT INCENDIE

La Cour D'appel est classée en ERP de 3^{ème} catégorie de type W.



1.07 SURCHARGE CLIMATIQUE

Suivant les règles CM 66 et 65 67, les conditions d'exposition climatiques de la Marne (51) sont :

- Neige REGION 1A
- Vent ZONE 2
- Zone climatique H1

1.08 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

L'entrepreneur doit, selon le planning des travaux et les phasages qui seront arrêtés par la suite, assurer l'organisation du chantier conformément aux demandes du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.

Toutes remarques du PGC ne sont pas considérées comme une novation au marché. L'entrepreneur se soumettra, sans pouvoir prétendre à une augmentation quelconque du prix convenu.

Conformément à la loi n°93.1418 du 31/12/93 et au décret d'application n°94.1159 du 26/12/94, le Maître d'Ouvrage a désigné pour la présente opération, un Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

Il a en charge principalement l'organisation entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier. Cette organisation comprend principalement :

- La coordination de leurs activités simultanées ou successives,
- Les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales,
- Leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Obligations générales de l'entreprise :

- Respect des mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs édictées par le Code du Travail et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- Respect des consignes formulées par le coordonnateur et celles figurant en particulier dans le P.G.C.S.P.S.
- Etablissement d'un plan particulier sécurité santé (P.P.S.P.S.) et sa mise à jour en fonction des remarques du Coordonnateur.
- Visite préalable du site, avec tous les sous-traitants et les intervenants éventuels, avant toute intervention avec le Coordonnateur.

Obligations particulières de l'entreprise :

- Les protections propres à son lot.
- Le stockage des matériaux et déchets, l'évacuation et / ou l'élimination des déchets propres à son macro-lot dans les conditions fixées au P.G.C.S.P.S.
- L'éclairage de ses postes de travail et d'une manière générale, toutes les prescriptions du P.G.C.S.P.S. et du coordonnateur.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires à sa charge en matière de :

- Moyens matériels et financiers,
- Responsabilités dommages,



- Assurances,
- Etc.

1.09 INTERVENTION DE L'ORGANISME DE CONTROLE - AUTOCONTROLE

Les prescriptions et obligations imposées par l'organisme de contrôle ne seront pas considérées comme une novation au marché.

L'entrepreneur se soumettra, sans pouvoir prétendre à une augmentation quelconque du prix convenu, à toutes les directives de l'organisme de contrôle spécifiant les dispositions à prendre pour livrer les ouvrages en état de réception et d'utilisation.

De plus, l'entrepreneur devra définir dans son offre son programme d'autocontrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

L'ensemble des remarques devront être prises en compte.

1.10 ÉCHANTILLONS

Les échantillons et documents connexes demandés par le Maître d'Œuvre seront fournis par l'entrepreneur, répertoriés et étiquetés.

Les échantillons seront consignés dans le bureau de chantier et remis à la disposition de l'entrepreneur lors de la réception.

Si un retard, non justifiable, supérieur à 15 jours, est constaté sur la mise à disposition de ces échantillons, le Maître d'Ouvrage approvisionnera, aux frais de l'entreprise, y compris frais annexes, les échantillons de la liste demandés, ce après notification par lettre recommandée.

En aucun cas, l'entrepreneur ne mettra en œuvre des produits n'ayant pas préalablement eu l'accord conjoint de la Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'Œuvre et Bureau de Contrôle ainsi que la validation de l'architecte des bâtiments de France pour les ouvrages en façade. Le cas échéant celui-ci prendra à ses frais toutes modifications de commande n'ayant pas reçu une validation, compris dépose du matériau si celui-ci a déjà été mis en œuvre.

En ce qui concerne la mise en œuvre, pour celles qui sont particulières, l'entrepreneur effectuera tous les prototypes d'ouvrage ou de mise en œuvre qui lui seront réclamés par la Maîtrise d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage et le Bureau de Contrôle.

1.11 FRAIS DE CHANTIER

Le poste « frais de chantier » comprendra l'ensemble des frais annexes relatifs à ces missions et non compris dans l'exécution des ouvrages, tels que :

- Études
- Dossier EXE
- Consommables, outillage
- Matériels complémentaires de sécurité
- Transports
- Essais
- Piquetages et traçages
- Protection provisoire



1.12 PRORATA

Le présent chantier disposera d'un compte prorata gérant les dépenses d'intérêts communs. Le compte prorata est défini dans les annexes A, B et C de la Norme Française NF P 03-001, chaque entreprise est réputée connaître ces dispositions.

Le compte prorata sera géré par le titulaire du lot Menuiserie Extérieure.

Un comité de contrôle du compte prorata sera formé par les représentants de 3 entreprises (menuiserie extérieure, désamiantage et CVC), celui-ci se constituera au démarrage du chantier, il se réunira périodiquement et en cas de besoin, à la demande du maître d'œuvre. Aucune rémunération ne sera demandée.

Le comité aura à sa charge le contrôle du compte prorata et décidera de l'engagement des dépenses communes, il sera tenu d'accepter ou de refuser les factures présentées et prendra toutes décisions utiles à la bonne gestion du compte prorata en vérifiant les obligations de chaque entrepreneur.

Une provision minimale de 1.0% est à prendre en compte sur le montant hors taxe de chaque entreprise.

Chaque entreprise provisionnera ce pourcentage dans la ventilation de ses prix unitaires.

Ces dépenses s'entendent globales et forfaitaire, elles n'entraîneront aucune majoration de prix. Le pourcentage n'est qu'une provision, chaque entrepreneur a à sa charge l'estimation de ces consommations.

L'ensemble des dépenses de chaque entreprise à charge du compte prorata devra être communiqué et justifié mensuellement, toutes dépenses non connues dans le mois qui suit leur imputation ne pourront être prises en compte.

La maîtrise d'ouvrage procédera au règlement des factures de dépenses du compte prorata sur demande du titulaire.

1.13 DPGF

Il est joint à ces pièces descriptives une DPGF dont les items sont renseignés.

Il conviendra à l'entreprise de répondre à l'appel d'offre en remplissant **le DPGF joint** sous peine de non-conformité. Des détails et modifications peuvent y être apportés en surlignant les lignes concernées.

L'entreprise devra avertir la MOE si elle détecte toute différence sur les métrés. Celle-ci reste maîtresse des quantités et elle ne pourra pas prétendre à des valorisations complémentaires en cas d'erreur de métrés.

Les entreprises devront répondre à l'offre avec les produits indiqués dans la DPGF conformément aux descriptifs des bureaux d'études et des architectes, avec un rendu sous format pdf et xls.

1.14 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

Lors de la remise de l'offre :

L'Entrepreneur joint à son offre un mémoire technique avec une documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

Durant la phase préparation :

L'Entrepreneur devra fournir son dossier technique à la maîtrise d'œuvre et au bureau contrôle comportant toutes fiches techniques de l'ensemble des matériaux utilisés, l'ensemble des notes de



calculs et de dimensionnement, les plans d'exécutions sous format dwg et pdf. Le visa n'enlève pas à l'entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché.

L'entrepreneur devra transmettre son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) au coordonnateur SPS après une visite d'inspection commune préalable, pour avis.

Avant réception :

L'entrepreneur devra fournir un dossier d'ouvrages exécutés en format numérique et en format papier à la demande du maître d'ouvrage.

Ce dossier sera constitué par les documents suivants :

- Plans de recollement
- Fiche technique des matériels
- Notice de fonctionnement
- Notice d'entretien
- Tous documents annexes permettant la compréhension du bâtiment



2. INSTALLATION DE CHANTIER

2.01 PANNEAU DE CHANTIER

Le lot menuiserie extérieure aura à sa charge la fourniture et pose d'un panneau de chantier conforme au R8221-1 du Code du travail et au décret n°2023-452 du 9 juin 2023. L'utilisation d'un code bi-dimensionnel visible depuis la voie publique est préconisé.

- Coordonnée du MOA
- Coordonnée du MOE
- Coordonnée du CSPS
- Coordonnée du BC
- Nature du projet
- Autorisation administrative
- Nom, raison sociale, adresse de l'ensemble des entrepreneurs (co-traitant et sous-traitant inclus)

La prestation comprend au besoin les déplacements de ce panneau en cours de chantier. Compris support de type ossature bois sur plot béton. Évacuation en fin de chantier.

Ces informations doivent être régulièrement mises à jour en cas de modification.

Localisation : A définir avec MOA, pour toute la durée du chantier

2.02 CONSTAT DE HUISSIER

L'entreprise de menuiserie extérieure a à sa charge un constat d'huissier sur tous les existants et avoisinants avant toutes interventions d'entreprises.

2.03 BRANCHEMENTS DE CHANTIER

Le lot menuiseries extérieures aura à sa charge le branchement et raccordements provisoires ainsi que frais de branchement d'installation, de consommation et d'abonnement des réseaux nécessaires pour le chantier TCE en eau potable, électricité, EV, EU suivant les installations.

Localisation : Suivant les besoins de chantier et le plan d'installation de l'entreprise

2.04 BUNGALOW DE CHANTIER

Le lot menuiserie extérieure aura à sa charge l'installation, la location de module préfabriqué chauffés et refroidis pour la mise en place de vestiaires et sanitaires ainsi qu'une salle de réunion.

Ces ensembles devront contenir au minimum : table, chaise, tableau d'affichage, poubelle, essuie-mains, savon, casier, sanitaires, évier.

Localisation : A définir sur PIC



2.05 CLOTURE DE CHANTIER

Le lot menuiseries extérieures aura à sa charge la mise en œuvre de clôture de chantier pleine conforme aux règlements.

Le lot menuiserie extérieure devra procéder en temps utile à toutes les démarches nécessaires, notamment auprès des services techniques pour obtenir les autorisations qui lui sont indispensables.

Il prévoira également à sa charge, toutes modifications éventuelles des dites clôtures qui seraient nécessaires, notamment pour l'accès au bâtiment.

En complément il prendra à sa charge :

- L'entretien des clôtures de chantier pendant toute la durée des travaux tous corps d'état.
- Les modifications à apporter en cours de chantier.
- L'enlèvement en fin de chantier.

Localisation : Suivant les besoins de chantier et le plan d'installation de l'entreprise

2.06 CHEMINEMENT

Le lot menuiserie extérieure devra toutes les matérialisations pour les cheminements du personnel de chantier mais également pour les utilisateurs du site ainsi que les zones de livraison.

Il devra le balisage, la signalétique, interdiction de passage et tous fléchages directionnels.

L'offre inclue toutes modifications à apporter en cours de chantier, leurs déplacements et compléments et toutes demandes de la MOE ou du CSPS.

Localisation : Suivant les besoins de chantier pour la matérialisation de tous les cheminements afin de maintenir la sécurité.

2.07 TRAITEMENT ECHAFAUDAGE SUR RUE

Le lot menuiserie extérieure aura à sa charge la mise en œuvre de panneau plein en pied d'échafaudages sur une hauteur de 3m minimum pour tous les échafaudages à installer en voie publique ou sur le parvis.

Localisation : Pour tout échafaudage en RDC sur voie publique ou sur le parvis, compris ceux du désamianteur.

2.08 STOCKAGE DES MATERIAUX - AIRE

Il est bien convenu que le stockage de matériel et de matériaux sur le chantier représente une facilité accordée aux entreprises et non une obligation du Maître de l'Ouvrage. Ce stockage ne présente pas de garanties de sécurité contre le vol ou contre les dégradations de toute nature, comparables à celles résultant d'un stockage en usine ou en dépôt.

La responsabilité de chaque entreprise concernant le stockage de son matériel et de ses matériaux s'étend bien entendu à leur bonne conservation, compte tenu notamment des risques d'oxydation ou d'hydratation dus à l'humidité des locaux, compte tenu également du fait que sur le chantier, ils pourront être soumis à des dégradations, à des inondations et à des intempéries par suite de



l'avancement des travaux, de la malveillance, de causes directes ou indirectes, ou des cas de forces majeures tels que les phénomènes atmosphériques et leurs conséquences.

Chaque entreprise devra faire son affaire, à ses risques et périls, même en cas de vol, d'incendie ou de dégradation, du stockage de ses matériaux et son matériel, et prendra toutes précautions qu'elle jugera à cet effet.

Aucun stockage ne pourra être réalisé à l'intérieur des bâtiments.

Le lot menuiserie extérieure devra prévoir dans son plan d'installation de chantier une aire de stockage suivant l'espace mis à disposition en façade OUEST et sur les places de stationnement. Cet emplacement devra être fermé par un système de clôture pleine avec fermeture par chaîne et cadenas.

Ce lot devra dimensionner l'aire suivant ses besoins de chantier et prendre en compte les éventuelles demandes des autres corps d'état. Toutes dégradations seront à charge du lot menuiseries extérieure, les aires de stockages devront obligatoirement posséder une protection de sol.

Les besoins de dépose et repose de la main courante sur le parvis est à charge du lot menuiserie extérieure.

Le positionnement, aménagement, dimensionnement seront à charge du menuisier extérieur, plusieurs zones pourront être utilisées.

Les installations de chantier devront permettre de maintenir l'activité du site. La rampe PMR et les dégagements devront être libres. Ces installations devront recevoir la validation de l'ensemble des intervenants.

Le lot menuiserie devra obligatoirement rendre un PIC dans son offre.

Localisation : Suivant les besoins de stockage et zones laissées à disposition.

2.09 AUTORISATION DE VOIRIES

Suivant étude de l'entreprise, le menuisier extérieur aura à sa charge toutes demandes d'autorisations d'utilisations de voies publiques. S'il juge la surface mise à disposition restreinte suivant les installations à mettre en œuvre, il devra toutes procédures pour demander une autorisation temporaire.

Pour rappel, la rue des capucins aux abords de la cour d'appel dispose de place de stationnement sur les deux côtés de la rue.

L'entrepreneur devra toutes protections et balisages complémentaires de ces zones de travail, ces emplacements ne devront en aucun cas nuire à la sécurité des avoisinants

2.10 ENTRETIEN DES ABORDS

Le lot menuiserie extérieure est chargé de l'entretien des abords et accès de chantier jusqu'à la réception tous corps d'état de l'opération.

A cet effet, seront inclus dans l'offre de l'entreprise :

- L'entretien des trottoirs et des voies publiques ou privées desservant le chantier,
- Le nettoyage des voies publiques desservant le chantier, non seulement aux abords immédiats de celui-ci, mais également dans un rayon aussi important qu'il sera nécessaire,

Cet entretien sera effectué de façon permanente, sans qu'il soit besoin au Maître d'Œuvre d'en demander l'exécution.

Les signalisations diurnes et nocturnes nécessaires pour la sécurité des personnes et des biens seront également dues.



Localisation : Pour toute la durée du chantier

2.11 ACCES AU CHANTIER

Les entrepreneurs seront tenus, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, ni plus-value d'aucune sorte, sur les prix des travaux, de subir toutes les sujétions auxquelles les obligeront, soit la difficulté d'accès des lieux, soit les dispositions qui leur seraient ordonnées dans l'intérêt du bon ordre et de service du chantier.

Ils devront notamment se conformer sans réserve aux ordres du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, relativement aux parcours à suivre pour l'entrée et la sortie de leurs ouvriers et l'approche de leurs matériaux et équipage, ainsi que la sortie et l'enlèvement des terres et gravois.

Le site ne dispose de parking, l'ensemble des frais de stationnement seront à la charge des entreprises.

Toutes les livraisons avec autorisations de voiries le cas échéant, seront entièrement incluses dans les prix unitaires, aucun complément ne pourra être demandé.

2.12 GESTION DES DECHETS

Chaque entreprise prendra en charge ses propres déchets, aucune benne ne sera mise à disposition pour un chantier TCE.

Chaque entreprise devra débarrasser ses déchets dès que possible, aucun stockage sur site ne sera accepté.

Le lot menuiserie extérieure et amiante auront quant à eux leurs propres bennes de stockage pour leurs déchets avec évacuation régulière.

2.13 PERIODE DE VACATION

La cour d'appel dispose de période de vacances, pendant ces périodes le personnel est réduit et il n'y a que rarement des audiences. Les entreprises devront renforcer leurs équipes pendant ces périodes.

Période de vacation 2025 connues :

- Du 15 au 23 février 2025
- Du 07 au 21 avril 2025
- Du 07 juillet au 01 septembre 2025
- Du 27 au 31 octobre 2025
- Du 20 décembre au 05 janvier 2026

2.14 SITE OCCUPE ET CONTRAINTES

Nous attirons l'attention des entreprises sur la réalisation de travaux en site occupé. L'enchaînement des tâches sera détaillé pendant la période de préparation de chantier avec la validation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Ci-dessous principales contraintes à prendre en compte pour chiffrage :

- Aucun stationnement ou stockage dans la rampe d'accès au sous-sol



- Aucun stationnement provisoire pour travaux (échafaudage, nacelle, grue) dans la rampe d'accès au sous-sol les mardis et mercredis après-midi ainsi que les jeudis toute la journée.
- Aucun espace au sous-sol
- 6 places de stationnement mises à disposition (en façade SUD)
- Travaux exécutés du lundi au vendredi (dérogation possible pour exception le samedi)
- Les travaux du R+1 et R+2 seront effectués par ½ façade
- Minimiser l'impact des bureaux 101 et 201 des chefs de cours situés aux coins NORD/OUEST du R+1 et R+2
- Minimiser les nuisances sonores le mercredi après-midi et jeudi toute la journée
- Les travaux de CVC devront obligatoirement être effectués pendant la période estivale principalement sur le mois d'août, ils seront effectués par circulation, façade par façade
- Les travaux de relamping et de peinture devront se faire suivant l'avancement des menuiseries extérieures afin de minimiser l'impact pour les occupants des bureaux
- Le désamiantage des bow-windows en salle d'audience devra se faire pendant les périodes de vacances
- Le désamiantage de la salle pénale devra se faire en même temps que le désamiantage du SAS du mur rideau RDC
- Le désamiantage de la salle pénale et des salles civils se fera en deux temps distincts

2.15 AMIANTE

L'ensemble des lots se référeront aux différents DIAG amiante joints à la consultation. Toutes les entreprises devront tenir compte de ces documents dans l'établissement de leurs offres.

Nota : Les lots intérieurs devront être habilités aux travaux de sous-section 4.

2.16 TRAVAUX EN SITE OCCUPE

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de prendre en compte que les travaux se dérouleront dans des locaux en activité. Le bon fonctionnement de la juridiction ne peut être interrompu durant la phase de chantier sans coordination préalable et formalisée avec les utilisateurs.

Les entreprises doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir un accès permanent aux secteurs en activité, et assurer leur protection durant la totalité des travaux. Il pourra être demandé aux entreprises d'interrompre temporairement le chantier s'il porte un impact trop important par rapport aux activités de la juridiction. Le cas échéant, les entreprises devront être en mesure de travailler en horaires décalés, les week-end et pendant les périodes de vacances scolaires pour le bon déroulement du chantier.

D'une manière générale, compte tenu de l'activité sensible exercée dans les locaux, les entreprises devront faire preuve d'une grande adaptabilité (planning, horaires de travail...). Les entreprises devront en tenir compte dans l'établissement de leur prix.